

Guy Braibant
Bernard Stirn

Le droit administratif français

4^e édition revue
et mise à jour

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	13
<i>Introduction</i>	15
I. Le droit administratif : un droit vivant et situé	15
II. Définition du droit administratif	19
A. L'objet, 19. – B. Le contenu, 25.	
III. Histoire du droit administratif	27
A. Les fondements historiques du droit administratif français, 27. –	
B. Évolution du droit administratif depuis le début du XIX ^e siècle, 30.	
IV. Les instruments du droit administratif	34
A. La doctrine, 34. – B. Les documents, 36.	
V. Indications méthodologiques	38

PREMIÈRE PARTIE

LE CHAMP D'APPLICATION DU DROIT ADMINISTRATIF

Titre I

Les institutions de droit administratif

<i>Introduction</i> . La personnalité morale	43
I. Notions générales sur la personnalité morale	43
II. La personnalité morale en droit public	47
<i>Chapitre I</i> . L'État	53
<i>Section I</i> . La personnalité morale de l'État	53
§ 1. L'État n'est pas seulement une personne morale, 54. – § 2. L'État est une	
personne morale d'une nature particulière, 54.	
<i>Section II</i> . L'organisation administrative de l'État	58
§ 1. Les autorités supérieures de l'État, 58. – § 2. Les administrations centrales,	
60. – § 3. Les organes locaux de l'État, 62. – § 4. Les « autorités administratives	
indépendantes », 73.	
<i>Chapitre II</i> . Les autres personnes morales de droit public	79
<i>Section I</i> . Les collectivités territoriales	80
§ 1. Principes communs, 80. – § 2. Les collectivités territoriales de droit	
commun, 89. – § 3. Les collectivités territoriales à statut particulier, 105.	
<i>Section II</i> . Les établissements publics	111
§ 1. Inventaire, 111. – § 2. Définition, 113. – § 3. Régime juridique des établis-	
sements publics, 117. – § 4. Les groupements d'intérêt public, 123.	
<i>Chapitre III</i> . Les organismes privés chargés de la gestion de services	
publics	125
<i>Section I</i> . Historique	125
§ 1. L'association au service public, 125. – § 2. La dévolution du service public,	
127.	
<i>Section II</i> . Contenu de la catégorie	128
§ 1. Définition, 128. – § 2. Exemples, 129.	

<i>Section III. Motifs du développement de ces organismes</i>	131
§ 1. Participation des intéressés, 131. – § 2. Souplesse de gestion, 132.	

Titre II

La notion de service public

<i>Chapitre I. Le contenu de la notion de service public</i>	139
<i>Section I. Définition générale</i>	139
§ 1. Éléments de la définition, 140. – § 2. Illustrations de la définition, 141. – § 3. La relativité et le développement de la notion de service public, 143.	
<i>Section II. Classification des services publics</i>	148
§ 1. Les services publics administratifs, 149. – § 2. Les services publics industriels et commerciaux, 149. – § 3 Les services publics sociaux, 150.	
<i>Chapitre II. La portée de la notion de service public</i>	151
<i>Section I. Les services publics administratifs gérés par des personnes publiques.</i>	153
§ 1. Le statut du service, 153. – § 2. Les relations du service, 154.	
<i>Section II. Les services publics industriels et commerciaux gérés par des personnes publiques</i>	157
§ 1. Le statut, 157. – § 2. Les relations, 158.	
<i>Section III. Les services publics gérés par des organismes privés</i>	160
§ 1. Le statut, 160. – § 2. Les relations, 162.	
<i>Chapitre III. Europe et service public</i>	167

DEUXIÈME PARTIE

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU DROIT ADMINISTRATIF

Titre I

Les prérogatives

<i>Chapitre I. Les pouvoirs</i>	177
<i>Section I. Le pouvoir de décision</i>	177
§ 1. Les techniques de décision, 178. – § 2. Le contenu des décisions, 181.	
<i>Section II. Le pouvoir d'exécution</i>	184
§ 1. Les procédures juridictionnelles, 185. – § 2. L'exécution d'office, 188.	
<i>Chapitre II. Les protections</i>	195
<i>Section I. Protection des agents</i>	195
<i>Section II. Protection des biens</i>	197

Titre II

Les sujétions

I. Motifs	201
II. Contenu	202
III. Spécificité	203
<i>Chapitre I. Le principe de légalité</i>	205
<i>Sous-chapitre I. Définition du principe de légalité</i>	205
<i>Section I. L'obligation de conformité</i>	206
<i>Section II. L'obligation d'initiative</i>	206
§ 1. L'exécution des lois et règlements, 207. – § 2. L'exécution des décisions de justice, 209.	
<i>Sous-chapitre II. Les sources de la légalité</i>	210
<i>Section I. Les sources nationales</i>	210
<i>Sous-section I. Les sources normatives</i>	210
§ 1. Le droit écrit, 211. – § 2. Les principes généraux du droit, 218.	

<i>Sous-section II. Les sources individuelles</i>	230
§ 1. Les décisions administratives, 230. – § 2. Les décisions juridictionnelles, 231.	
<i>Section II. Les sources internationales</i>	232
<i>Sous-section I. Le droit international</i>	232
<i>Sous-section II. Le droit communautaire</i>	233
Sous-chapitre III. Le contenu de la légalité	234
<i>Section I. La limitation des pouvoirs de l'administration ou légalité interne</i>	235
§ 1. La compétence liée, 235. – § 2. Le pouvoir discrétionnaire, 238.	
<i>Section II. La réglementation de la procédure administrative ou légalité externe.</i>	242
§ 1. La compétence, 243. – § 2. La procédure, 244. – § 3. Les formes de l'acte, 246.	
<i>Section III. La légalité d'exception</i>	247
§ 1. La théorie jurisprudentielle des circonstances exceptionnelles, 248. – § 2. La législation d'exception, 250.	
Sous-chapitre IV. Les sanctions de l'illégalité	252
<i>Section I. L'effacement de l'acte illégal</i>	252
<i>Sous-section I. L'acte nul</i>	253
§ 1. L'acte inappliqué, 253. – § 2. L'acte annulé, 254.	
<i>Sous-section II. L'acte inexistant</i>	258
§ 1. Le régime des actes inexistants, 258. – § 2. Le champ d'application des actes inexistants, 259.	
<i>Sous-section III. L'acte insusceptible de recours</i>	261
§ 1. Les actes de gouvernement, 261. – § 2. Les mesures d'ordre intérieur, 264.	
<i>Section II. La réparation du préjudice causé par l'illégalité</i>	266
Chapitre II. Le principe de responsabilité	269
Sous-chapitre I. Le régime général	273
<i>Section I. Le fondement de la responsabilité</i>	273
<i>Sous-section I. La responsabilité pour faute</i>	273
§ 1. Faute de service et faute personnelle, 274. – § 2. Faute simple et faute lourde, 282.	
<i>Sous-section II. La responsabilité sans faute</i>	285
§ 1. Les dommages de travaux publics, 285. – § 2. Dommages causés par des activités ou des situations dangereuses, 288. – § 3. Dommages subis par les collaborateurs des services publics, 290. – § 4. La responsabilité du fait des lois et des décisions légales, 293.	
<i>Section II. Les modalités de la réparation</i>	297
<i>Sous-section I. La question de la collectivité responsable</i>	297
§ 1. Le critère de la nature du service, 298. – § 2. Le critère du maître de l'ouvrage, 300.	
<i>Sous-section II. La notion de préjudice</i>	300
§ 1. Le préjudice indemnisable, 301. – § 2. L'évaluation du préjudice, 303.	
<i>Sous-section III. L'action en indemnité</i>	304
Sous-chapitre II. Les régimes spéciaux	307
<i>Section I. L'application du droit privé</i>	307
§ 1. Les principes dégagés par la jurisprudence, 307. – § 2. Lois spéciales, 308.	
<i>Section II. Les régimes forfaitaires de réparation</i>	308
§ 1. Les régimes de pensions, 309. – § 2. L'indemnisation des dommages de guerre, 310. – § 3. Les fonds d'indemnisation, 311.	

TROISIÈME PARTIE
LA FONCTION PUBLIQUE

Titre I

Les catégories

<i>Chapitre I. La pluralité des employeurs</i>	323
<i>Section I. L'État</i>	323
<i>Section II. Les collectivités territoriales</i>	324
<i>Section III. Les établissements publics</i>	325
<i>Chapitre II. La diversité des régimes</i>	327
<i>Section I. Les agents titulaires</i>	327
<i>Sous-section I. Les agents titulaires de l'État</i>	328
§ 1. Les fonctionnaires proprement dits, 328. – § 2. Les autres catégories d'agents de l'État, 332.	
<i>Sous-section II. Les agents titulaires des autres personnes publiques</i>	333
<i>Section II. Les agents non titulaires</i>	334
<i>Sous-section I. Évolution et problèmes</i>	334
§ 1. Les caractéristiques, 335. – § 2. Les causes, 338.	
<i>Sous-section II. Les réformes récentes</i>	338
§ 1. Dispositions transitoires, 339. – § 2. Dispositions permanentes, 340.	

Titre II

Les carrières

<i>Chapitre I. L'entrée en service</i>	345
<i>Section I. Les conditions de recrutement</i>	345
<i>Sous-section I. Le principe d'égalité</i>	345
§ 1. Race, 346. – § 2. Opinions, 346. – § 3. Sexes, 347.	
<i>Sous-section II. Les discriminations légales</i>	349
§ 1. L'âge, 349. – § 2. La nationalité, 350. – § 3. Les aptitudes, 351.	
<i>Sous-section III. Les inégalités de fait</i>	353
<i>Section II. Les procédés de sélection</i>	355
<i>Sous-section I. Le domaine du concours</i>	355
<i>Sous-section II. Les motifs du système du concours</i>	356
§ 1. Le mérite, 356. – § 2. L'égalité, 357.	
<i>Sous-section III. Les modalités du concours</i>	358
§ 1. Les préliminaires, 358. – § 2. Le déroulement des épreuves, 359. – § 3. Les conséquences des résultats du concours, 361.	
<i>Section III. Le pouvoir de nomination</i>	362
<i>Chapitre II. Le déroulement de la carrière</i>	365
<i>Section I. La rémunération</i>	365
<i>Sous-section I. Le traitement principal</i>	365
§ 1. Le droit au traitement, 365. – § 2. La politique des traitements, 368.	
<i>Sous-section II. Les indemnités accessoires</i>	371
<i>Sous-section III. Les avantages sociaux accordés aux fonctionnaires</i>	373
<i>Section II. La mobilité</i>	374
<i>Sous-section I. La mobilité interne</i>	374
§ 1. Les mutations, 374. – § 2. L'avancement, 375.	
<i>Sous-section II. La mobilité externe</i>	377
§ 1. La mobilité externe dans l'administration, 377. – § 2. La mobilité externe en dehors de l'administration, 378.	
<i>Section III. La responsabilité</i>	379

<i>Sous-section I. La responsabilité pénale</i>	379
<i>Sous-section II. La responsabilité pécuniaire</i>	381
§ 1. La responsabilité des agents en général, 381. – § 2. La responsabilité des comptables, 382.	
<i>Sous-section III. La responsabilité disciplinaire</i>	383
§ 1. Les règles de procédure, 384. – § 2. Les règles de fond, 387.	
Chapitre III. La cessation des services	391
<i>Section I. Les modalités</i>	391
<i>Sous-section I. Le mode normal</i>	391
<i>Sous-section II. Les modes accidentels</i>	392
<i>Section II. Les conséquences</i>	395
<i>Sous-section I. Pensions</i>	395
<i>Sous-section II. Activités privées</i>	396

Titre III

La déontologie

Chapitre I. Les obligations	401
<i>Section I. L'interdiction des cumuls</i>	401
<i>Section II. Le devoir d'obéissance</i>	402
<i>Section III. Le devoir de discrétion</i>	404
<i>Section IV. Le devoir d'information</i>	405
<i>Section V. Le devoir d'indépendance</i>	406
<i>Section VI. La vie privée</i>	406
Chapitre II. Les droits politiques	409
<i>Section I. Le principe de liberté</i>	409
§ 1. Les sources, 409. – § 2. Le contenu de la liberté d'opinion, 411.	
<i>Section II. Les limitations juridiques</i>	411
§ 1. L'obligation de neutralité, 412. – § 2. L'obligation de réserve, 412.	
<i>Section III. Les atteintes illégales</i>	416
Chapitre III. Les droits sociaux	417
<i>Section I. Le droit syndical</i>	418
§ 1. L'interdiction, 418. – § 2. La reconnaissance, 419.	
<i>Section II. Le droit de grève</i>	422
§ 1. Le principe, 422. – § 2. Les restrictions, 423.	
<i>Section III. La participation</i>	426
§ 1. Les institutions, 426. – § 2. Les recours, 428.	

QUATRIÈME PARTIE

LE CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

Titre I

Médiation et transparence

Chapitre I. Le Médiateur	437
Chapitre II. La transparence	439
<i>Section I. L'accès aux documents administratifs</i>	439
<i>Section II. La motivation des actes administratifs</i>	440
<i>Section III. Les enquêtes publiques</i>	441

Titre II

Le contrôle juridictionnel

I.	Définition générale	443
II.	Diversité des systèmes.....	444
III.	Importance en France.....	445
	<i>Chapitre I. Organisation</i>	449
	<i>Section I. La dualité de juridiction</i>	449
	§ 1. Les mécanismes de répartition des compétences, 455. – § 2. Le contenu de la répartition des compétences, 467.	
	<i>Section II. La structure de la juridiction administrative</i>	476
	<i>Sous-section I. Le Conseil d'État</i>	476
	§ 1. Évolution historique, 476. – § 2. Situation actuelle, 480.	
	<i>Sous-section II. Les juridictions territoriales</i>	504
	§ 1. Les tribunaux administratifs, 504. – § 2. Les cours administratives d'appel, 507. – § 3. Les autres juridictions territoriales, 509.	
	<i>Sous-section III. Les juridictions spécialisées</i>	509
	<i>Sous-section IV. Les procédures pré- et para-contentieuses</i>	511
	<i>Sous-section V. Les auxiliaires de la justice</i>	513
	<i>Chapitre II. Fonctionnement</i>	515
	<i>Section I. Les règles de procédure</i>	515
	<i>Sous-section I. Les principes communs</i>	515
	§ 1. Règles générales de la procédure juridictionnelle, 516. – § 2. Règles propres au contentieux administratif, 520.	
	<i>Sous-section II. Les différentes catégories de recours</i>	526
	§ 1. Le recours pour excès de pouvoir, 526. – § 2. Les recours de pleine juridiction, 531.	
	<i>Section II. L'efficacité de la justice administrative</i>	534
	§ 1. L'accès de la juridiction, 534. – § 2. La portée du contrôle, 537. – § 3. Les effets des décisions, 540.	
	<i>Conclusion</i>	547
	<i>Bibliographie</i>	549
	<i>Index des textes</i>	555
	<i>Index des arrêts</i>	559
	<i>Index des matières</i>	563